

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N 515 - 22 mars 1990 - Prix 2,50 F

SPÉCIAL CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

SOMMAIRE

CONSEIL RÉGIONAL DÉPOT SNCF	2	CHANTIERS ATLANTIQUE	4-5
POUR LE DÉSARMEMENT	3	31 MARS A RENNES	6
PÉTITIONS A SAINT-JOACHIM		HOMMAGE A EMILIENCE LEROUX	7
FEUX DE L'ÉTÉ			

APRÈS LE CONGRÈS DE RENNES

Claude CABANNES faisait remarquer dans «l'Humanité» au lendemain du congrès de Rennes du Parti Socialiste :

« Ses militants sont amers, ses amis sont désespérés, ses électeurs sont écœurés. Nous comprenons leur désarroi parce que nous partageons avec beaucoup d'entre eux les valeurs, les espoirs et les combats qu'un seul mot si simple définit si bien : la gauche. Hélas, tout ce que ce mot représente n'est plus de saison à la direction du parti, au pouvoir et est donc resté au vestiaire des assises de Rennes. Nous tendons la main, sincèrement, sans calculs ni réserves, à tous ceux qui ont la gauche et sa politique au cœur pour changer notre pays de cap ».

Les animateurs des différents courants du PS, dans notre département, J.M. AYRAULT, Ch. GAUTIER, Y. LAURENT, R. CERCLIER, J. BATTEUX expriment en quelque sorte, chacun à sa façon, son désappointement dans la presse régionale.

Mais ne contribuent-ils pas eux aussi à cette bataille de chefs bien éloignée des préoccupations légitimes de la majorité des familles aux prises aux pires difficultés que la politique de leur parti au pouvoir engendre. Certains sont parlementaires et élaborent cette politique.

On aurait aimé, et les travailleurs avec nous, entendre des voix porter haut les aspirations de la population : comme le SMIC à 6 500 F, une véritable défense de la santé et de la protection sociale, la remise en cause du surarmement pour le consacrer à l'éducation et aux œuvres de paix, un emploi sûr et décent pour la jeunesse...

Malheureusement, le débat se situait bien ailleurs.

Derrière les querelles de personnes, n'y a-t-il pas en fait le mécontentement provoqué par la politique du pouvoir et qui se manifeste aussi, à la base dans le parti socialiste ?

Cela renforce les raisons, pour les communistes, d'œuvrer au rapprochement sur le terrain de toutes celles et de tous ceux qui souffrent des injustices et aspirent à vivre mieux.

Le rendez-vous le 26 avril à Nantes avec Georges MARCHAIS en est un élément.

“LES NOUVELLES”.

LE 26 AVRIL A NANTES Georges MARCHAIS EN DIRECT

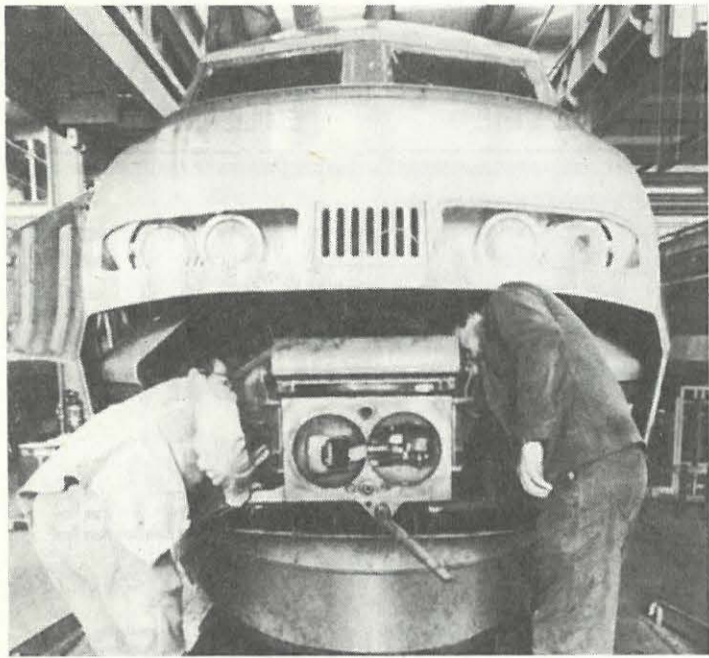


**AVEC TOUTES CELLES
ET TOUS CEUX
QUI REFUSENT LES
INJUSTICES ET ASPIRENT
A VIVRE MIEUX**



▲
**GEORGES MARCHAIS, A SAINT-NAZAIRE
LE 19 NOVEMBRE 1977, PRÉSENTE LE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE LA
FILIÈRE MARITIME DU PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS. PLEINEMENT JUSTIFIÉ
ET ENCORE D'ACTUALITÉ AUJOURD'HUI.**

DÉFENDRE ET DÉVELOPPER LES DEUX SITES



L'aggravation de la politique de droite au plan économique et social, mise en œuvre par le gouvernement touche tous les secteurs de l'activité.

Pour la SNCF cela se matérialise par le nouveau contrat de plan signé par Michel Rocard et par le plan d'entreprise.

La mise en œuvre de ces plans par le gouvernement et la direction (malgré le refus de l'ensemble des représentants du syndicat et des usagers au CCE de février), continue une véritable accélération de la mise en cause de la SNCF.

C'est ainsi que la direction annonce :

- 25 000 nouvelles suppressions d'emplois ;
- le blocage des classifications ;
- le recul de l'investissement pour la formation ;
- la fermeture de lignes et de gares ;
- de nouvelles coupes sombres dans le secteur matériel qui a déjà perdu 10 000 emplois en six ans avec les conséquences pour la sécurité, de nouvelles dégradations des conditions de travail et la pression accentuée sur les salaires, le tout TGV contre les dessertes régionales, etc...

En Loire-Atlantique, ces orientations s'illustrent par l'annonce, le 9 mars dernier, par la direction de la SNCF, du projet de fusion du dépôt matériel du Grand Blottereau et de l'entretien de Nantes.

Cela conduirait à mettre en cause l'existence de ces secteurs, la sécurité et l'emploi. Cela serait aussi un nouveau pas vers la privatisation, l'éclatement par morceau de la SNCF.

De longue date, les communistes agissent pour le maintien et le développement de ces deux secteurs qui ont fait l'objet de multiples interventions de Jean-Louis Le Corre, conseiller régional.

Une nouvelle fois, ils multiplient les efforts pour mobiliser largement les cheminots et les usagers, afin que la riposte soit à la hauteur des coups portés.

C'est le sens de l'intense activité que développent les cellules des cheminots depuis de nombreuses semaines, c'est le sens des appels lancés par Gilles Bontemps, secrétaire de la Fédération du Parti Communiste Français, aux 80 personnes participant au banquet des cheminots le 10 mars et lors de la rencontre avec les salariés du Grand Blottereau le 14 mars avec Michel Rica, secrétaire de la section, et Pascale Busseuil, conseillère municipale.

Les représentants CGT des cheminots de Nantes ont été reçus samedi par le groupe communiste au Conseil régional, lors des journées portes ouvertes qui leur a renouvelé leur soutien et va appuyer leurs actions pour la défense des deux sites ainsi que leur modernisation et leur développement, notamment par l'électrification du Grand Blottereau.

C'est ce que Claude Constant, président du Groupe communiste à Nantes, confirmait par sa présence lors de l'assemblée des cheminots, lundi matin, dans le hall de la gare Sud.

L'activité des cheminots communistes a déjà permis de réaliser près de 10 adhésions cette année dont trois, lors du banquet.

Poursuivre dans ce sens est une nécessité car la force et l'activité du Parti Communiste Français sont bien une des conditions de la défense et du développement du service public de la SNCF. Nous reviendrons sur ce dossier dans une prochaine édition.

PROPOSITIONS DU COMITÉ RÉGIONAL DU P.C.F. POUR LE DIALOGUE, LE RASSEMBLEMENT ET L'ACTION

Le Comité Régional du Pays de Loire du P.C.F. vient de présenter à la presse un document de propositions pour le dialogue, le rassemblement et l'action. Comme l'a montré le secrétaire du Comité régional, Bernard Violain, « les communistes veulent aider les gens à s'emparer des enjeux régionaux et à développer des solidarités de luttes nouvelles pour une France forte et démocratique dans une Europe des coopérations ».

Bernard Violain, entouré de Jackie Hoffman, membre du Bureau Politique du P.C.F., des secrétaires fédéraux des Pays de Loire et des conseillers régionaux communistes, a donc présenté ce projet au cours d'une conférence de presse. Voici l'essentiel :

«...Le Parti Communiste Français soutient les nombreuses luttes qui se sont développées ou se développent dans les départements de la région.

Le projet de "l'Arc Atlantique" est présenté comme devant résoudre les inégalités sociales et insérer notre région dans la construction du marché unique européen des capitaux.

"L'Arc Atlantique" suscite de nombreuses interrogations...

Les forces du capital entendent faire des Pays de Loire une région de transit des capitaux et des marchandises, avec comme première étape la mise en place d'une industrie d'assemblage, au détriment de la recherche, de la formation, du développement industriel autour des grandes entreprises régionales. C'est ainsi que la sous-traitance est devenue "la politique industrielle" régionale...

1°) Nous assistons à un regroupement forcé des communes et à un renforcement de la tutelle de l'Etat...

Olivier Guichard revendique la paternité de ce projet. Mais en fin de compte c'est l'Etat qui décide. Un consensus PS-Droite se réalise sur le terrain, en accord avec l'Etat, pour faire jouer à la Région un rôle pivot dans la construction de l'Europe capitaliste.

Les entreprises régionales

ventent leur savoir-faire, leur brevet à des groupes étrangers qui pompent l'épargne populaire régionale pour s'implanter ici afin de mieux pénétrer nos marchés à partir de leurs bases productives hors de France. C'est le cas dans l'agro-alimentaire, le bois et le meuble, l'habillement.

D'autres exigences de domination apparaissent comme par exemple la construction de la 2^e chaîne d'Airbus en RFA, la braderie de Renault à Volvo, la capitulation de Thomson devant le groupe allemand AEG.

Alors qu'on assiste à une nette reprise des chantiers navals européens, gouvernement et Région ne cherchent pas à développer les chantiers nazairiens et refusent de satisfaire aux revendications du personnel...

1°) Le gouvernement Rocard peut faire le choix d'une autre majorité parlementaire. Elle existe avec les députés communistes et socialistes. En ce qui nous concerne, nous sommes disponibles. Comme nous sommes disponibles dans la Région et le département à promouvoir, à faire appliquer des choix de gauche. Il n'y a aucune fatalité à la désunion.

2°) L'argent existe pour satisfaire les revendications sociales et économiques. Il y a de l'argent dans les banques régionales. Il faut réorienter les richesses des

entreprises vers la production, la recherche, la satisfaction des revendications salariales, la formation. Il faut opérer des prélèvements notables sur les grandes fortunes. La région Pays de Loire est au 3^e rang en ce qui concerne le volume des patrimoines financiers et immobiliers...

3°) Il y a des atouts régionaux ; des atouts humains et industriels. Notre région peut s'appuyer sur une jeunesse motivée dans laquelle il faut beaucoup investir.

Nous proposons également de construire une nouvelle cohérence des atouts régionaux autour des grands secteurs industriels :

- les chantiers navals, le port autonome ;
- l'aéronautique ;
- Renault et son site du Mans ;
- l'agro-alimentaire. Nous sommes pour l'établissement de l'ensemble de la sphère agro-alimentaire : des biens d'équipements, à la transformation et à la communication ;
- l'habillement, la chaussure ;
- le bois, l'ameublement.

Les communistes proposent le dialogue, le rassemblement, l'action pour une nouvelle cohérence nationale en prise sur les besoins modernes de coopérations nationales et internationales...».

L'UNION DES FEMMES FRANÇAISES AVEC LA PALESTINE

Pour célébrer le 8^e anniversaire de la journée de la femme, l'Union des Femmes Françaises de Loire-Atlantique a consacré cette journée à la solidarité en Palestine.

Laurence Bernier, secrétaire nationale de l'Union des Femmes Françaises, s'est rendue dans les territoires occupés par Israël en juin dernier dans le cadre d'une mission d'enquête féminine.

Aussi elle est venue dans le département pour apporter le message de tout un peuple qui a besoin de notre solidarité.

A Couëron, des femmes se sont réunies autour d'une cassette vidéo retraçant les conditions de vie des camps de réfugiés.

A St-Nazaire, plus de soixante personnes sont venues débattre sur ce sujet étayé par un montage de diapos.

Cette solidarité s'est concrétisée par la signature d'une motion exigeant qu'une conférence internationale pour la paix ait lieu sous l'égide de l'O.N.U. et avec l'O.L.P. et par le parrainage de plusieurs enfants palestiniens.

Souhaitant étendre cette solidarité, l'U.F.F. communique les numéros de C.C.P. : 2.334.08 N pour St-Nazaire, pour Couëron :

Caisse Nationale d'Epargne N° 0443014452 Y.

Journée sous le patronage de la revue "Clara", trimestriel de l'Union des Femmes Françaises.

SAISSANT !... L'HUISSIER SUSPENDU

Maître Jacques Tremelo, huissier de son état, vient d'être condamné par le Tribunal de Grande Instance de St-Nazaire à six mois d'interdiction d'exercer pour faux en écriture publique.

L'huissier indolent facturait sa présence lors des constats alors qu'il envoyait l'un de ses clercs à sa place. Il multipliait aussi les actes de procédure, augmentant ainsi de manière sensible les frais des débiteurs.

Il a été surpris dans ses malversations, ignorant que la personne contre laquelle il s'acharnait venait d'obtenir quelques mois de sursis, sur décision du juge.

Six mois d'interdiction d'exercer, voilà qui n'est pas cher payé pour un "homme de loi" qui, sans scrupule, abusait des difficultés et de la misère des gens. Belle mentalité !...

LES SAPEURS- POMPIERS INQUIETS

Le projet de départementalisation des corps de sapeurs-pompiers professionnels inquiète sérieusement ces derniers. D'autant plus inquiets que ce projet a été présenté par le directeur des services incendies de Loire-Atlantique au cours d'une réunion où seulement les syndicats minoritaires avaient été invités (CFTC et USPPLA).

La C.G.T. craint pour le statut des sapeurs-pompiers professionnels puisque les sapeurs-pompiers départementaux n'existent pas statutairement : « A quelle sauce seront-ils mangés ? ».

La C.G.T. craint également pour le fonctionnement des gros centres comme par exemple celui de St-Nazaire qui « se verra encore plus ou moins éclaté pour fournir des professionnels à ces centres en ayant besoin. Ils seraient remplacés par des appelés du contingent ou des pompiers volontaires saisonniers ».

Le syndicat des sapeurs-pompiers dénonce également les risques évidents de mutations à la demande ou dans le cadre d'avancement de grade.

« OTEZ LES ARMES ET VOUS OTEZ LES GUERRES » - Victor HUGO

RENDEZ-VOUS LE 8 AVRIL, A L'ILE LONGUE

« Nous avons pour idéal un monde sans armes et sans guerre. Nous sommes pour le rassemblement le plus large de tous les pacifistes car la lutte pour la paix, pour le désarmement équilibré, pour l'élimination de toutes les armes nucléaires est la dimension essentielle de notre sécurité, de la sécurité de tous.

Le désarmement est la condition primordiale du développement des sociétés humaines. Rien ne peut être résolu, rien ne peut s'entreprendre et réussir pour le bonheur des hommes sans le désarmement.

Ainsi s'exprimait Maxime Gremetz le 14 décembre 1989 dans son rapport au Comité central du P.C.F.

Après le tournant pris en décembre 1987, avec la signature du traité de démantèlement des armes nucléaires intermédiaires, les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN sont amenés à s'inscrire dans la poursuite d'un processus de négociation de très grande portée.

Il est donc d'autant plus dommageable que les autorités françaises continuent de surarmer et de refuser de participer aux progrès actuels, en s'accrochant à la dissuasion nucléaire et à une conception archaïque et dangereuse, celle de « la paix par la force ».

La France officielle s'inscrit à contre-courant des réalités actuelles. Elle augmente son budget de défense. Elle adopte une loi de programmation militaire qui prévoit de consacrer 110 milliards de francs par an pour moderniser ses armements.

De tels choix sont absolument injustifiables.

Ces choix négatifs participent d'une intégration croissante dans le dispositif atlantique avec l'objectif de consti-

tuer le pilier européen de l'Alliance atlantique en s'appuyant sur l'axe franco-allemand.

Les résultats du sommet de Malte montrent qu'à l'inverse la France devrait mettre tout son poids dans la balance en faveur du désarmement, ce qui signifie, en particulier, l'abandon de la fabrication du missile Hadès, la mise en cause de la loi de programmation militaire, l'arrêt des essais nucléaires de Mururoa, la diminution de 40 milliards du

budget annuel du surarmement pour consacrer cette somme à l'enseignement et la recherche.

Cela ne fait que justifier d'autant plus la nécessité de continuer et de renforcer leur lutte pour le désarmement et la paix.

Les communistes saluent les initiatives du Mouvement de la Paix pour ce printemps 1990, avec notamment la manifestation de l'Ile-Longue le 8 avril.

L'écrivain Bernard Clavel disait: « Comment une Europe pacifique se ferait-elle les armes aux poings? ... Cette terre promise ne saurait voir le jour puis durer si elle est assise sur une poudrière. Que le vieux continent donne au reste du globe l'exemple d'un désarmement total après lui avoir si souvent montré le chemin de la guerre et nous pourrions être fiers d'être Européens... Le seul moyen de préserver la paix c'est encore de ne pas préparer la guerre... Nous avons le devoir de contraindre nos gouvernants à saisir l'occasion qui leur est offerte d'essayer la paix ».



Des pruneaux... En veux-tu, en voilà. Faites votre choix.

DIMANCHE 8 AVRIL 1990
CROZON - Près de Brest

Rendez-vous
de tous les pacifistes de l'Ouest
de la France

**RASSEMBLEMENT ET
FÊTE DEVANT LA BASE
DE SOUS-MARINS
NUCLÉAIRES
DE L'ILE-LONGUE :**

- Non aux nouveaux missiles.
- Démilitarisation des océans.
- L'Europe que nous voulons n'a pas besoin de nouvelles armes nucléaires.
- Elimination de toutes les armes nucléaires.

Avec la participation
de Daniel CIREIBA,
Bernard LACOMBE et Claude PIEPLU

A partir de Saint-Nazaire
CARAVANES DE VOITURES

Départ 7 h 30
de la Maison du Peuple

FEUX DE L'ÉTÉ

Une importante journée de réflexion sur les feux de l'été et de l'automne en Brière, et dans le marais de Boulaie en particulier, a eu lieu le samedi 17 mars 1990 à l'initiative du sous-préfet de St-Nazaire avec la participation de représentants du Parc régional, des Syndicats de marais, des maires, des représentants des usagers de Brière: pêcheurs, chasseurs, herbagers, du commandant de gendarmerie et du colonel des Pompiers.

Nous retiendrons pour l'essentiel la conclusion de cette journée, les divers aspects de la prévention, qui sont les suivants:

1) Une meilleure maîtrise du niveau des eaux par le respect des cotes de niveau, surtout en période sèche.

2) L'entretien du réseau hydraulique est le meilleur pare-feu, c'est-à-dire: les fossés, douves, curées et chalandières, canaux.

3) Nettoyage, débroussaillage, entretien de tous les abords des marais et bordures de Brière ainsi que des voies et chaussées.

4) Règlementation des dépôts qui ont été la cause d'incendies. Il existe d'ailleurs un

arrêté de 1984 y interdisant la pratique du feu.

5) Mise en place d'une cellule de crise en cas de renouvellement d'incendies.

Marc Justy devait, avec beaucoup de fermeté, appeler au respect du niveau d'eau.

Citons ici la conclusion de Gaston Philippe, de St-Joachim:

« Il faut impérativement revenir à une gestion plus saine et mieux adaptée aux utilisations et aux hommes de terrain qui, eux, ont un sens aigu et pratique des choses de la nature, afin d'éviter que se renouvellent de pareils dangers ».

CAMPAGNE DE SIGNATURES A SAINT-JOACHIM

Les habitants de St-Joachim écrivent au Premier ministre.

C'est samedi dernier, sur le marché de St-Joachim, qu'a été lancée la campagne de signatures d'une lettre au Premier ministre Michel Rocard.

Dès la première heure, plus de 150 signatures étaient recueillies. La campagne se poursuit.

Cette lettre exige un abaissement des taux des emprunts souscrits par les collectivités locales, que soient remboursées

les sommes prélevées dans la caisse de retraite des agents des collectivités locales, remboursée la TVA aux communes sur toutes les dépenses de fonctionnement à caractère social.

Porter la dotation globale d'équipement à 10% des dépenses d'investissements et la progression de la DGF.

Ces mesures dont le montant pour 1990 peut être évalué à un minimum de 2 millions (soit 46% du montant des impôts locaux) donneraient à notre commune les moyens d'assurer dans le respect de l'autonomie communale les investissements nécessaires sans aggraver le poids de la fiscalité sur les familles.

Michel Moreau, adjoint au maire de Nantes, chargé de la Santé, administrateur du CHU de Nantes, communique:

« L'actualité, par les exemples de Brest et de La Baule, vient d'attirer l'attention du grand public sur les problèmes de traitement des déchets hospitaliers.

L'impossibilité, notamment de traiter les déchets à risques ou contaminés, dans les usines d'incinération des ordures ménagères,

interpelle l'ensemble des collectivités locales.

A Nantes, le brûlage de ces déchets est assuré par les stations d'incinération de l'hôpital Saint-Jacques et de l'Hôtel-Dieu, où sont acheminés l'ensemble des déchets des autres hôpitaux.

Mais les dysfonctionnements, tant en matière de brûlage qu'en matière d'hygiène publique, doivent amener à la recherche d'autres solutions, qu'étudient actuellement le centre hospitalier régional et le SIMAN.

L'élimination de ces déchets spécifiques appelle des décisions urgentes pour la santé publique et l'environnement. Le financement des solutions à mettre en œuvre ne peut souffrir de retards ou de tergiversations.

DIMANCHE 1^{er} AVRIL

47^e TOUR DE NANTES
organisé par la F.S.G.T.
(relais)

Départ 9 h 30
place du Commerce

ENGAGEMENT SUR PLACE
40 F PAR EQUIPE

ASSEMBLÉE DES VÉTÉRANS DU P.C.F.

Mercredi 4 avril

BATZ-SUR-MER

11 h:

Visite du Musée des Marais Salants
suivie de l'assemblée
et du repas fraternel

Inscriptions
auprès de la Fédération

Sont vétérans, les camarades
ayant 40 années de Parti

LES SALAIRES ET LES CLASSIFICATIONS A L'ORDRE DU JOUR

Deux conflits majeurs en 18 mois, ça compte ! Même pour une direction qui se veut dure, fermée, antisociale. C'est sans doute pourquoi les patrons des Chantiers ont commandé une enquête ou un diagnostic à une équipe de psychologues et qu'ils se déclarent aujourd'hui prêts à ouvrir des discussions tous azimuts avec les syndicats. Ils poussent même le bouchon un peu loin... Jusqu'à demander aux syndicats des consultations préalables pour voir comment aborder les discussions, mais sans aller jusqu'à parler du contenu. Car il semble bien que si la direction est consciente du grand malaise qui existe, connu depuis longtemps, ce que le travail des psychologues n'a fait que confirmer. Toute l'astuce pour elle, mais aussi toute la difficulté, va être de se préoccuper des questions soulevées sans pour autant les régler.

Tâche difficile s'il en est, puisque c'est bien de la politique d'austérité dont il s'agit. Une politique que ni ROCARD, ni le patronat ne veulent remettre en cause, mais qui est pourtant le passage obligé si on veut véritablement régler les problèmes.

Des négociations vont s'ouvrir sur deux points : les classifications et les salaires. Ce sont deux points qui se rejoignent à travers la question fondamentale du pouvoir d'achat.

LA GRILLE DE CLASSIFICATION

Elle date de 1975 et, depuis, les métiers, la technique et les qualifications ont beaucoup évolués. Aujourd'hui, la grande majorité du personnel est sous-qualifié. Chez les ouvriers par exemple, ils sont en masse classés au coefficient 218 alors qu'il n'y a pratiquement personne aux échelons 270 et 285 qui existent partout. Et doit-on arrêter l'évolution de carrière d'un ouvrier à 285 ? L'évolution technique ne doit-elle pas permettre à l'ouvrier qualifié d'aller beaucoup plus haut ? Même chose pour les techniciens qui voient l'échelon 365 comme un mur infranchissable, alors qu'ils ont les capacités de l'atteindre bien longtemps avant la retraite ? Une grille à revoir donc, à la fois, dans sa structure, mais aussi, peut-être, dans sa philosophie.

ET LES SALAIRES ?

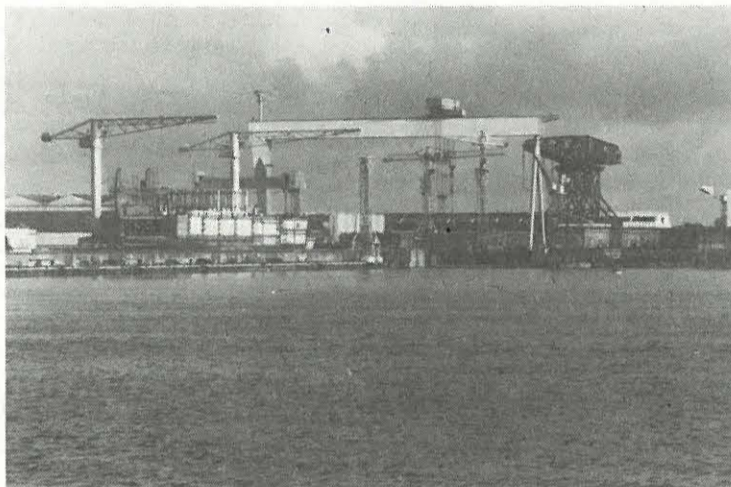
La revendication des 1500 F n'a pas été satisfaite. Elle est donc toujours d'actualité. Une campagne se fait jour sur le thème d'une revendication qui serait démagogique. Mais démagogique pour qui ? Pour le directeur qui gagne 8 millions d'anciens francs par mois ? Pour le cadre supérieur qui ne sait pas ce que c'est que de voir le portefeuille se vider bien avant la fin du mois ? Serait-ce démagogique pour un ouvrier en 1990 de gagner 7500 F ou 8000 F par mois ? Que ceux qui trouvent cela démagogique expliquent comment vivre avec moins et qu'ils expliquent aussi à ceux qui ont besoin de cette augmentation que les patrons ont raison d'employer les bénéficiaires à la spéculation au détriment des revendications.

La direction des Chantiers est donc une nouvelle fois au pied du mur. Tiendra-t-elle compte de la volonté des salariés ? Rien n'est moins sûr ! Mais tout dépendra du rapport de force.

LES PATRONS SE JETTENT A L'EAU Les armateurs français vont faire construire 30 navires

Les armateurs français, réunis à Paris, ont confirmé la reprise d'activité dans le transport maritime. L'an dernier, les tonnages échangés dans le monde ont progressé de 6,1%, de 11% pour le pétrole. La croissance de la demande est telle que les armateurs français comptent faire construire une trentaine de navires. Mais à quels chantiers comptent-ils s'adresser ? La réponse ne va pas de soi. La CGM, par exemple, compagnie nationale et premier armateur français, a commandé trois navires à des chantiers sud-coréens.

Il y a là pourtant, comme l'affirment les communistes, une occasion unique de relancer la navale française. Depuis des mois, les travailleurs de la Ciotat affirment qu'il y a une place pour eux. Le gouvernement français doit faire droit à cette demande et cesser de s'opposer à la reprise d'activité et au développement des chantiers français de la Méditerranée et de l'Atlantique. Une autre bataille s'offre aux salariés : le patronat de l'armement naval doit, en priorité, adresser ses commandes aux chantiers de l'Hexagone. S'il s'est jeté à l'eau, peut-être faut-il l'aider à nager dans le bon sens.



Des outils qui ne demandent qu'à être utilisés.

A L'ECOUTE

MONTOIR : Où il est question de communication dans la hiérarchie, les ouvriers ont également exprimé leur mécontentement après la distribution des galons et des promotions.

TUYAUTERIE : Des salariés sont prêtés aux différents secteurs du chantier. Une baisse de charge de travail en est la cause, alors que la sous-traitance continue. La direction tient de plus en plus aux entreprises satellites au détriment du maintien des effectifs à la tuyauterie.

A 30 : Les conditions de travail se dégradent et nous ne sommes qu'au début du montage de ce bateau. La mauvaise coordination des travaux y est pour beaucoup (fumées, poussières... sont le lot quotidien).

Ne laissons pas faire, la situation doit s'améliorer. En tous cas, les travailleurs feront en sorte que...

ATELIER 36 : La polyvalence entraîne quelquefois des excès. Le maintien d'échaffaudage sur les travaux est chose courante, alors on fait au plus pressé, des ouvriers sont désignés pour faire ce travail et n'ont pas forcément la formation professionnelle adéquate pour ce métier.

L'échaffaudage dans la Navale est une affaire sérieuse et ne peut être prise à la légère. Il y va de la vie de chacun.

LES QUARTS : « Les quarts ça ne paye pas... ». Combien de fois, entendons-nous ce refrain ! Et c'est vrai. Ce travail posté est mal rétribué aux Chantiers de l'Atlantique ; ça ne paye ni la fatigue, ni les mauvaises conditions de vie que cela engendre. De moins en moins de salariés sont candidats pour ce genre d'exercices. On les comprend !

A quand une véritable prime de quart ?

INTERIMAIRES : La situation faite à ces salariés devient de plus en plus insupportable. Dans un état de précarité constante, corvéable à merci, certains employeurs n'hésitent pas à en rajouter. Travailant parfois plus de 50h/semaine, il est courant que des contrats ne soient pas renouvelés faute de disponibilité des ouvriers pour une seule journée et en heures supplémentaires.

Un exemple parmi d'autres : Contrat non renouvelé parce qu'un salarié avait pris rendez-vous chez le dentiste un samedi et, de ce fait, ne pouvait pas travailler ce jour-là !

L'avenir n'est vraiment pas dans l'interim. Ensemble, imposons l'embauche pour des emplois stables et bien payés.

ANALYSE D'UNE PSYCHOLOGIE

A l'issue du dernier conflit, la direction a commandé une enquête sociale afin de comprendre ce qui n'allait pas aux Chantiers et d'éviter de se retrouver dans des conflits répétitifs.

Il faut tout de même admettre que deux conflits majeurs en 15 mois d'intervalle traduisent un malaise profond dans l'entreprise. Et ces conflits auraient pu être évités si la direction n'avait eut de cesse que d'imposer sa volonté plutôt que d'écouter les salariés et leurs syndicats.

Pouvoir et patronat affirment sans arrêt que leur politique est la seule possible. Or, c'est cette politique qui, loin de sortir le pays de la crise, l'enfonce toujours davantage en faisant payer la note aux salariés.

- Austérité, politique de rigueur,
- Casse de l'industrie navale,
- Baisse massive des effectifs, licenciements, chômage partiel.

Après de nombreux conflits sectoriels, le mécontentement s'est organisé en 1988, infirmé en 1989 avec en premier lieu la question des salaires et du pouvoir d'achat.

Les résultats de l'enquête confirme en tout point l'analyse que nous faisons de la situation sociale aux Chantiers : incertitude de l'avenir,

niveau des salaires, qualification, formation, sont les données dominantes de la situation. Il ne nous a pas semblé nécessaire de commander une étude pour comprendre cela. Mais sans doute qu'aujourd'hui plus qu'hier la direction doit en tenir compte.

Une chose est sûre en tous cas, dans les deux conflits qui ont eu lieu aux Chantiers, l'intervention massive des salariés dans ces situations est décisive pour faire prendre en compte leurs aspirations.

Sans en appeler à la grève générale, qui est toujours un cas extrême, nous appelons les salariés à la vigilance dans les négociations qui vont s'ouvrir. Ne vous laissez pas dessaisir des revendications qui vous appartiennent.

CUISINES SCHMIDT
DU 19 AU 31 MARS 90

15 JOURS EN OR!

DES AFFAIRES EN OR SUR TOUTES LES CUISINES SIGNALÉES EN MAGASIN

Des prix extraordinaires sur toutes les cuisines d'un grand fabricant européen, très fort ! Les Cuisines Schmidt battent tous les records, la preuve ? Depuis 1986, elles obtiennent tous les ans la médaille d'or qualité meuble au concours NF Ameublement ! Les Cuisines Schmidt vous proposent plus de 40 modèles ! Un choix formidable et des centaines de combinaisons possibles. A ces prix-là et pour cette qualité-là, vous auriez tort de ne pas en profiter !

MEDAILLE D'OR
HAUTE QUALITÉ MEUBLE
1986-87-88-89

CUISINES SCHMIDT

GO CUISINES
48, Bd Victor Hugo SAINT-NAZAIRE

Alain GREGOIRE
Tel. 40 66 33 64

Jusqu'au bout de l'exigence

**FORMATION
AUX CHANTIERS**

Pour mettre en œuvre son plan industriel, la direction s'engage dans un plan exceptionnel de formation complémentaire au plan annuel.

C'est sans doute la reconnaissance des manques des plans précédents qui sont des formations au coup par coup pour répondre aux besoins immédiats des patrons.

Or, un plan cohérent de formation doit tenir compte des évolutions techniques à moyen et long terme. Pour nous, 10% du temps de travail doit être consacré à la formation. Une formation qualifiante afin que chacun soit en mesure de mettre en valeur en permanence les outils modernes: informatique, robotique, etc...

Cette formation doit aboutir à une qualification reconnue dans l'entreprise à une meilleure classification, donc à de meilleurs salaires.

Avoir un salaire décent, une qualification et une expérience professionnelle reconnues est un besoin pour les salariés des Chantiers. Mais la direction ne répond pas aux nécessités qui sont:

- la reconnaissance de la qualification et du savoir-faire;

- l'existence de liens entre qualification, classification et salaire;
- obligation d'évolution de carrière.

S'il est vrai que la direction doit toucher quelques subsides du gouvernement pour cette formation exceptionnelle, cela n'est pas l'essentiel et doit se traduire par de meilleures conditions de travail pour les salariés. Mais la vigilance s'impose là comme ailleurs.

**LES AMBITIONS
DE LA C.G.C.
OU LA GRENOUILLE
PLUS GROSSE
QUE LE BŒUF**

Depuis les dernières élections aux Chantiers, la C.G.C. se sent un appétit d'ogre. Elle s'estime sous-représentée partout mais voit par contre la juste place de la C.G.T. d'un mauvais œil.

La proportionnelle prenant en compte la réelle influence de chacun, la C.G.C. connaît pas. Elle veut tout chambouler ce qui fait l'accord des syndicats depuis de nombreuses années pour aboutir à quoi? Devinez!

Eh bien oui, vous avez gagné: avoir plus de sièges un peu partout, mais surtout, bien évidemment, abaisser au maximum les postes de responsabilités de la C.G.T.

Où est donc la défense du personnel dans tout ça, si l'unique but de cette organisation est la lutte contre le C.G.T.?

**UN CONSTAT
QU'IL FAUT RESPECTER**

Les 120 congés de conversion mis en congés de conversion en 1988 vont bientôt voir arriver l'échéance des années.

Alors quel est le bilan de la fameuse cellule créée par la Direction?

Il semble bien que seuls 18 camarades aient trouvé un emploi stable. Mais, sur ces 18, ce n'est pas forcément la cellule qui a réglé leur problème, puisque nous en connaissons qui ont abouti seuls à leur reclassement. Et puis 56 personnes, soit pratiquement la moitié, seraient considérées comme difficiles à reclasser. Le bilan des patrons là encore n'est pas brillant!

Et que dire de tous les signataires de ces fameux congés de conversions qui devaient être l'élément déterminant pour régler les problèmes d'emploi dans la Navale?

Heureusement que la lutte avait permis aussi que dans le constat de

discussion il soit précisé qu'un emploi effectif devra être trouvé à tous. Un constat qu'il faut faire respecter.

**LUNE DE MIEL
AUX CHANTIERS**

Batteux avec Grill en Allemagne. Les Allemands à St-Nazaire, reçus par Grill et Batteux. Apparemment, entre la direction générale des Chantiers et le maire de St-Nazaire, c'est la lune de miel!

Pour aboutir à quoi? A la construction de navires militaires!!! Mais au moment où plus que jamais la paix et le désarmement sont à l'ordre du jour dans le monde, est-ce bien cela l'avenir?

Il est vrai que ça rentre bien dans les orientations du gouvernement qui veut restructurer la Navale Civile et Militaire, avec, pour but, de nouvelles suppressions d'emplois dans les chantiers civils et dans les arsenaux.

Pourtant, tout montre, y compris les statistiques officielles, qu'il y a des possibilités importantes et que les deux secteurs peuvent vivre. Pour cela, évidemment, il ne faut pas déshabiller Pierre pour habiller Paul.



Et si on nous donnait une part du gâteau.

MARS

L	M	M	J	V	S	D
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

**15 JOURS
QUI COMPTENT**

MARS

L	M	M	J	V	S	D
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

Du 16 au 31 mars

*Reprises
exceptionnelles**

Renault reprend votre véhicule aux conditions générales Argus, si vous le possédez depuis au moins 6 mois.

ARGUS + 5 000 F ou 5000 F minimum pour tout achat d'une Supercinq, d'une Renault 19 ou 19 Chamade (VP), Express (VU) et Renault 5 Société.

ARGUS + 6 000 F ou 6000 F minimum pour une Renault 21 4 et 5 portes ou 21 Nevada (VP).

ARGUS + 7 000 F ou 7000 F minimum pour une Renault 25.

* Diminuées des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

*Equipements
à prix fous**

Economisez 90 % sur le prix des équipements en option dans la limite de:

5 000 F pour une Supercinq, Renault 19 ou 19 Chamade (VP), Express (VU) et Renault 5 Société.

6 000 F pour une Renault 21 quatre et cinq portes ou 21 Nevada (VP).

7 000 F pour une Renault 25.

* Ces 2 offres, non cumulables, concernent les véhicules neufs et sont réservées aux particuliers.

*Crédit
10,6%
sur 12 mois**

Crédit au TEG de 10,6 % sur 12 mois avec apport minimum de 20 % sur tous les VP neufs et d'occasion. Ex.: montant financé 10000 F, 1^{ère} échéance de 1001,95 F (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 11 échéances de 881,95 F. Coût total à crédit: 10703,40 F. Crédit au TEG de 12,9 % sur 24 mois, 14,6 % sur 36 mois, 15,6 % sur 48 mois sur les véhicules neufs, et 13,6 %, 15,3 %, 16,3 % sur les véhicules d'occasion.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - S.A. au capital de F 321 490 700 - 27/33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.

Centre Automobile de l'Etoile RENAULT Saint Nazaire
Voie express PORNICHET - TEL. 40.70.35.07



RENDEZ-VOUS A RENNES LE 31 MARS

Nous avons posé des questions à Serge DOUSSIN, secrétaire général de l'U.D.-C.G.T. 44, sur les raisons et l'importance de cette manifestation

N.L.A. — Pourquoi le 31 mars ?

S.D. — Il y a des rendez-vous de l'Histoire qu'il ne faut pas manquer. Le 31 mars en sera un pour la Sécu.

Face à l'orientation du gouvernement, dont les choix répondent aux exigences patronales, une seule voie réaliste existe : celle de l'action !

L'action, elle est nécessaire pour défendre le droit à la santé, de la famille, de l'enfant, de la retraite, et plus largement de tout ce qui fait la Protection sociale.

N.L.A. — Tout ce qui fait la vie est menacé !

S.D. — Quand le salaire est réduit, écrasé, c'est moins de ressources pour la Sécu.

Quand l'emploi diminue, quand il est précarisé ou en recul, c'est encore la Sécu et la Protection sociale qui trinquent.

Quand les conditions de travail, l'hygiène, la sécurité sont dégradées, les statuts mis en cause, c'est la protection sociale et la Sécu qui en pâtissent.

Quand tout ce qui constitue les garanties collectives et condi-

tionne la vie de tous les jours est sous le feu des attaques du Pouvoir et du Patronat, rien n'est plus urgent que de se rassembler et d'agir tous ensemble.

N.L.A. — Comment la CGT-44 prépare ce 31 mars ?

S.D. — L'Union départementale CGT-44 s'adresse à tous ceux qui ont des droits à défendre, les acquis à gagner, les salariés actifs, retraités, leurs organisations syndicales.

L'Union départementale se félicite des convergences de luttes qui se dessinent dans la Fonction publique face à la mise en cause des statuts et des garanties collectives, avec les personnels de santé... comme avec les chômeurs, et tout particulièrement les jeunes exclus du bénéfice de la protection sociale, les handicapés, avec d'une façon générale tout le tissu associatif.

A partir de cette analyse, la Commission Exécutive de l'Union départementale a pris la décision de s'adresser à tous ceux qui, dans notre département, ont une responsabilité morale, une autorité, une responsabilité qui, aujourd'hui,

face à la menace, est plus que jamais engagée.

Notre opinion c'est qu'il y a des moments où, par-delà la différence, il faut savoir se retrouver pour agir.

Avec le 31 mars, c'est de tout cela dont il est question, sans exclusive, sans a priori, dans le respect de tous.

N.L.A. — A deux semaines du 31 mars, confiant ?

S.D. — Notre objectif est de rassembler à Rennes, dans la manifestation interrégionale des Pays de Loire et Bretagne : 6 000 manifestants de Loire-Atlantique.

Notre opinion c'est qu'un événement considérable peut se produire ; des dizaines de milliers de salariés actifs et retraités, d'assurés sociaux seront en lutte pour la défense et l'amélioration de leur système de protection sociale si gravement menacé.

Le 31 mars peut et doit être un formidable moment de mobilisation qui prolonge le combat de la CGT sur cette question et comptera très fort pour d'autres étapes de rassemblements et de la lutte, pour la reconquête des garanties collectives.



MAMAN BOBO

«La maternité, c'est une situation physique provisoire désirée par la femme. Elle l'expose certes à des risques de maladies ou de perte de son intégrité physique comme... une escalade en montagne... Comme les dépenses d'escalade, les dépenses de maternité sont des dépenses de personne. Rien ne justifie qu'elles soient prises en charge par la protection sociale...»

Et qui a pondu un tel texte ? Le C.N.P.F., syndicat des patrons !

Ainsi la maternité ne serait pas une fonction sociale et la relève de travail qui ne coûte déjà pas grand chose au patronat ne lui coûterait plus rien !

A l'heure où le ministre Evin et le gouvernement veulent tailler à grands coups de ciseaux dans la protection sociale, ces déclarations sont des plus inquiétantes quand on sait le pouvoir socialiste toujours prompt à répondre aux revendications du patronat.

LES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES EN QUESTION

La volonté de ne plus financer les retraites complémentaires n'est pas le fruit du hasard, mais celui d'une politique globale, concertée avec le CNPF, qui entend remettre en cause non seulement le droit à la retraite à 60 ans à taux plein mais l'ensemble de la protection sociale. Le Premier ministre a désigné récemment les retraites comme les responsables des difficultés de la Sécurité sociale, alors qu'une étude officielle du ministère de la Solidarité révèle qu'un million de personnes reçoivent une retraite de 1 300 francs par mois et que la moitié des retraités

plafonnent à 3 900 francs. Il voulait justifier du même coup la cessation de participation de l'Etat au financement des retraites complémentaires et la généralisation d'une contribution sociale à tous les Français. Après avoir accordé un cadeau au patronat de 61 millions en 1989, grâce à la baisse de la cotisation dite patronale, baisse qui est reconduite pour cette année, et effectué une ponction supplémentaire de 200 milliards sur le pouvoir d'achat des salariés par l'augmentation des cotisations salariales, le gouvernement s'apprête à aller beaucoup plus loin

dans cette aggravation des inégalités. En n'accordant qu'un milliard supplémentaire pour financer les retraites complémentaires, il encourage le CNPF à réduire lui aussi sa participation.

Le 31 mars, journée nationale d'action pour la protection sociale, pour la santé, pour les retraites, pour le pouvoir d'achat, lancée par la CGT, les Français auront l'occasion par milliers de clamer leurs exigences de plus de justice, d'égalité, de mieux-être.

La Fédération du PCF appelle au succès de cette journée.

Publicité

PORNICHET A CONNU UNE BELLE FOIRE !

Près de 3 000 personnes ont sillonné les allées colorées de la 6^e foire-exposition de PORNICHET les 17, 18, 19 mars 1990.

Quelques 100 exposants offraient une animation variée.

Le thème principal de cette année était le mariage, une valeur, selon les derniers sondages, à la hausse. Une présentation de mode fut présentée dimanche où de très belles robes de mariées et smokings ont été applaudis.

Cette foire 1990, sous la présidence du sympathique et dynamique Monsieur Pierre DAVY, était aussi très sportive avec une démonstration permanente de plongée sous-marine et initiation au public, et le fin du fin, le saut à l'élastique de l'équipe Euro-Benji : spectaculaire, angoissant, beau. De nombreuses personnes purent, en toute sécurité, sauter du haut d'une grue, à 67 mètres.

Bravo encore au Comité de Foire, et bon courage pour nous préparer de futures belles surprises pour 1991.

A PORNICHET, LA FOIRE, ÇA VA FORT !

DANGER SUR LES HOPITAUX

Un plan de restructuration du Centre Hospitalier Régional est en cours d'élaboration et, selon une note confidentielle, qui ne l'est plus car elle circule un peu partout, les fermetures des hôpitaux de la Droitière à Mauves, de la Seilleraye à Carquefou et de la Placelière à Château-Thébaud sont programmées.

Ces trois structures hospitalières, qui accueillent en grande partie des personnes âgées, seraient regroupées à St-Jacques, au pavillon Poumier, à l'ex-Laënnec ou près de l'hôpital Nord.

Les maires des communes

concernées se montrent indignés, mais le maire de Mauves, Jean-Claude Jouin, a déjà baissé les bras considérant la fermeture de la Droitière comme inéluctable.

Si ce projet voyait le jour, ce serait un mauvais coup supplémentaire porté à la protection de la santé.

Mais il est encore possible, par l'action de tous ceux et de toutes celles attachés à la santé, de mettre en échec ce projet rétrograde. Il faut contraindre le ministre de la Santé, Claude Evin, à y renoncer.

MIMIE LEROUX

C'est une foule d'amis qui a conduit notre camarade Mimie LEROUX au petit cimetière de VERTOU dans l'après-midi du 8 mars, à quelques jours d'un printemps précoce.

Emilienne LEROUX était née à VERTOU en 1918. Elle avait fait ses études à l'école normale d'institutrices de NANTES de 1934 à 1937, puis

JERNOUX qui connaissait si bien le passé nantais «et m'apprit à l'aimer, n'était pas un aboutissement». Cette passion de l'histoire de NANTES, cet amour de leur ville qu'ont les Nantais, elle a aidé à en dégager le sens pour aboutir à une très riche exposition «HISTOIRE D'UNE VILLE» à la première fête de NANTES en 1977.

ves d'abord, qui découvrent son carisme pédagogique. Mimie riieuse, Mimie généreuse, Mimie dont ils buvaient les paroles, que ce soit dans une salle de classe ou à l'ombre des tilleuls centenaires de la «Villa Maria» dès que le beau temps s'y prêtait (notre photo).

Tout le monde l'appelait «Mimie» avec affection et



Mimie LEROUX, à gauche sur la photo, n'avait pas attendu mai 68 pour innover. Comme sur ce cliché, en juin 60, elle tenait ses cours en plein air, à la belle saison.

à RENNES, et à l'école normale Supérieure de FONTENAY-AUX-ROSES.

Nommée professeur d'histoire-géographie en 1941, elle retrouve bientôt «son école normale» et «sa ville». C'est à cette époque, dès 1941, qu'elle adhère au Mouvement de la Jeunesse Communiste alors «Jeunes filles de France», puis deux ans plus tard au Parti Communiste Français.

Bien que Vertaviennaise, Mimie considère NANTES comme sa ville. Elle y reconnaissait sa filiation, et sa passion fut à l'origine des meilleures chroniques de notre journal «LES NOUVELLES», chronique d'où naquit le premier ouvrage «NANTES, histoire d'une ville et de ses habitants». Ce premier livre, dédié à Alfred

Cette passion qu'elle savait communiquer à tous ceux avec lesquels elle travaillait - qu'ils fussent élèves, amis ou camarades - l'avait conduite à accepter d'être Présidente d'honneur de l'association «VIVE 89» créée pour le bicentenaire, comme elle avait largement contribué à la naissance de l'Université Nouvelle de NANTES vers 1960, puis aux semaines de la Pensée Marxiste dont l'une des soirées fit date avec la conférence de Claude MAZURIC le 11 février 1965: «VENDEE ET CHOUANNERIE» par une approche nouvelle de cette période historique pour Nantes, la région, le pays.

Mais l'âme de Mimie LEROUX allait bien au-delà des communistes et des sympathisants. Ses grands élè-

respect, Madame LEROUX.

Son humanité, son amour de la vie, sa capacité d'enthousiasme, sa passion, ont marqué tous ceux qui l'approchaient.

Nous aimions Mimie. Mimie n'est plus. Mais le souvenir de sa personnalité exaltante est de ceux qui perdurent.

Les communistes peuvent être fiers d'avoir compté dans leur rang une telle femme, notre amie.

Que Marcel son époux, ses enfants, sa famille, soient assurés de notre affection.

• Une importante délégation de la Fédération du PCF conduite par Gilles BONTEMPS avec Michel RICA, secrétaire de la Section de Nantes accompagnait Emilienne LEROUX à sa dernière demeure.

DIX MILLE FEMMES AU ZENITH POUR L'EGALITE

Elles étaient plus de dix mille le 11 mars au Zénith. Une immense salle archicomble pour l'égalité, contre l'austérité, la précarité, les exclusions.

Ce grand rassemblement est une étape qui comptera dans la marche des femmes pour leurs droits.

Les femmes communistes sont à l'image des femmes de notre pays dont elles partagent les difficultés et les espoirs. Ce qui les anime, ce n'est ni l'ambition personnelle, ni le désir de briguer la meilleure place mais la volonté de défendre en toutes circonstances l'égalité des femmes, leur droit à la justice, à la dignité et au bonheur.

Au cours de l'initiative départementale où cinquante femmes sont parties en car pour Paris, sept d'entre elles ont adhéré au PCF afin de lutter pour une vie meilleure.

REMISE DES CARTES 90 - RENFORCEMENT

Depuis le début de l'année plus de cent personnes ont adhéré au PCF au cours d'initiatives diverses.

- Au PIN SEC à Nantes, deux camarades décident d'organiser une rencontre chez l'un d'eux en y invitant quelques personnes qui avaient soutenu l'action de la Cellule pour exiger le S.M.I.C. à 6500 F: 3 adhésions y sont réalisées.

- A la Bouletterie à Saint-Nazaire: 3 adhésions sont réalisées au porte à porte.

- A Fegreac: 3 adhésions réalisées par les camarades qui ont décidé de créer une cellule dans cette petite commune.

- Deux sont réalisées à Coueron au cours de l'Assemblée Populaire.

- Les discussions avec les salariés du Livre, sur la nécessité de créer une cellule se concrétisent par 3 nouvelles adhésions.

Au cours du banquet de la Section Brière, qui a réuni plus de cent personnes, cinq d'entre elles ont rejoint le P.C.F.

- D'autres exemples à la SNCF où 7 adhésions ont été réalisées - 4 aux PTT et 4 parmi les femmes qui ont participé au meeting du Zénith le 11 mars.

Autant de résultats qui témoignent du réalisme des Communistes face à la campagne menée contre leur Parti.

Loin de baisser les bras, chacun vérifie dans ces discussions quotidiennes, combien les femmes et les hommes que l'on rencontre refusent ce que veulent

leur imposer les ROCARD, DURAFOUR, EVIN.

Celles et ceux qui restent attachés aux valeurs de Gauche le constate: seul notre Parti est à leur côté dans les luttes, les aide à résister. C'est bien en étant toujours au plus près des gens, de leurs préoccupations que les communistes feront progresser leurs propositions, en multipliant les rencontres, les initiatives, les luttes.

La vente de masse de l'Humanité Dimanche, la préparation du meeting, les luttes qui se développent, les 100 initiatives de renforcement, sont autant de raisons d'aller à la rencontre de milliers de personnes.

Donner plus de force au PCF, c'est l'affaire de toutes celles et tous ceux qui n'acceptent pas les difficultés que leur imposent la politique actuelle et qui veulent contribuer à faire du neuf.

Ces 100 nouvelles adhésions y contribuent. Faire que dans les prochains jours, elles deviennent plusieurs centaines, c'est possible, en étant toujours plus à l'offensive pour le rassemblement, l'action, le renforcement du P.C.F.

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITÉ -
S.A.R.L. au capital de 50000 F
Siège social: 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E.: 5120
Gérant: M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef: Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales:
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

Nouvelle LADA SAMARA 1100 - 5 CV.



39.990 F.

Désormais rien ne peut vous arrêter.

3615 LADA LADA Poch LADA. UNE MARQUE A TOUTE EPREUVE

Traction avant, boîte 5 vitesses, 5 places, 3 portes, équipement de série très complet. (Consom. conv.: 90 km/h 5,6 l - 120 km/h 8,6 l - urbain 7,9 l) - Garantie réseau Poch Assistance avec A.M.I. 300 concessionnaires et agents en France. NOUVELLE GARANTIE "DRAKKAR-LONGUE DURÉE" (Option 2 ans de garantie supplémentaire). Existe également en version 5 portes: 43.990 F. *Prix clés en main au 2/01/90 A.M. 90 (hors frais d'immatriculation). VENEZ VITE L'ESSAYER CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

REPRISE 5000 F minimum de votre ancien véhicule.

Votre concessionnaire:

Garage DUMAS

98, route de la Côte-d'Amour
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.70.08.99

NOS DEUILS

• Nos camarades Roger RIDEL et Henri CHAPLAIS, de Châteaubriant, tous deux vétérans du Parti, nous ont quittés le mois dernier. Roger avait été correspondant au journal «OUEST-MATIN», Henri avait été secrétaire de la Section de Châteaubriant.

• La cellule «Printemps 71» de la Bouletterie nous fait part également du décès de notre camarade Robert LEQUEUTRE et adresse ses condoléances à son épouse et à ses enfants.